

## STEFAN MAIR

Membre du conseil d'administration, Fédération des industries allemandes (BDI)

### Nicolas BARRÉ

Nous avons parlé du commerce au niveau macro-économique et je me tourne vers la voix des entreprises, en provenance d'Allemagne, le plus grand exportateur au monde avec la Chine, avec Stefan qui est un représentant de l'association allemande des entreprises, ou BDI.

### Stefan MAIR

Merci beaucoup. Je suis heureux d'être ici et de parler d'une question qui revêt une importance capitale pour l'industrie allemande. Vous savez probablement, puisqu'on l'évoque assez souvent, que les exportations représentent environ 46 % de notre PIB, mais vous ne savez probablement pas que les importations en représentent environ 38 %. Nous aboutissons donc à une balance commerciale extérieure qui va bien au-delà des 80 %, par comparaison avec la France qui se situe à 45 % et aux Etats-Unis à 25 %. Nous sommes très ouverts et globalisés, mais aussi très exposés. Je pense que cette caractéristique est également soulignée par les investissements directs étrangers. Plus de 36 000 entreprises allemandes ont investi plus de 1 000 milliards d'euros à l'étranger.

C'est pourquoi nous suivons avec beaucoup d'inquiétude les tendances protectionnistes. Aujourd'hui, nous sommes essentiellement préoccupés par la rhétorique protectionniste et les mesures prises par Trump. Cependant, il n'est pas le seul à recourir au protectionnisme. Depuis 2008, date à laquelle les pays du G20 se sont engagés à maintenir l'ouverture des marchés, on compte plus de 2 500 mesures commerciales restrictives. Certaines ont été supprimées, mais beaucoup sont encore en place. Nous sommes encore confrontés à des obstacles majeurs pour l'accès au marché en Chine. Nous subissons de fortes pressions pour la localisation de la production au Brésil, en Russie et dans de nombreux autres endroits. Et bien sûr, nous avons le vote du Brexit au Royaume-Uni, que le gouvernement britannique a interprété de manière à quitter le marché unique. Enfin, nous avons également fait face à une très forte résistance en Allemagne contre le Partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements, avec des manifestations massives à son encontre.

Je pense que nous devons en examiner les raisons et déterminer de quelle manière nous pouvons traiter ce problème. De mon point de vue, il y a deux raisons très évidentes expliquant la montée du protectionnisme. L'une d'elles a déjà été abordée lors de la séance d'hier, par Uri Dadush je crois, qui a déclaré que nous avons un déclin des inégalités sociales au niveau mondial, mais une augmentation des inégalités sociales dans les grandes économies. Ceux qui se sentent laissés pour compte et pensent que leurs emplois sont pris par des travailleurs des économies émergentes veulent récupérer ces emplois. Nous pourrions discuter de l'origine de ces pertes d'emplois. Sont-elles dues à des changements technologiques ou à la mondialisation ? De mon point de vue, il est clairement de la responsabilité des Etats de traiter ces problèmes en créant des filets de sécurité pour la société en vue de soutenir les personnes qui ont perdu leur emploi, en proposant de nouvelles formations et en fournissant des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, mais également en investissant davantage dans l'innovation et la recherche.

La seconde raison de la montée du protectionnisme est le sentiment de perte de contrôle des gouvernements et des sociétés face aux forces écrasantes du marché mondial. Cette attitude a sans doute été renforcée par la crise des marchés financiers, au cours de laquelle les marchés des capitaux ont été accusés d'être à l'origine du problème. C'est Dani Rodrik qui a baptisé ce défi des démocraties et des états-nations dans ce que l'on appelle le « trilemme » de la mondialisation. Vous ne pouvez pas avoir en même temps l'hypermondialisation, comme il l'appelle, une politique démocratique et la souveraineté nationale. Vous ne pouvez combiner que deux de ces éléments. De toute évidence, la plupart des gouvernements ont choisi de renforcer la souveraineté nationale et non la mondialisation. Je pense que c'est compréhensible, car cette politique répond à des sentiments populistes, elle peut s'appuyer sur des instruments et des politiques bien établis et elle renforce les gouvernements nationaux, et dans certains cas, les régimes autoritaires.

De mon point de vue, le problème est que cette option ne peut pas vraiment relever les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés. Il n'y a pas d'alternative à la gouvernance mondiale, même si cela signifie l'affaiblissement de la souveraineté nationale. Nous devons renforcer la gouvernance supranationale dans l'Union Européenne. Espérons que nous aurons un gouvernement en Allemagne dans quelques semaines qui permettra de réellement définir avec la France un programme de réformes pour l'Union Européenne. Nous devons également renforcer les organes multilatéraux, dont l'OMC. Cela peut sembler un peu naïf puisque l'administration Trump a opté pour un arrêt de la gouvernance mondiale, mais si c'est le cas, nous devons discuter avec d'autres partenaires et tester leur volonté de faire progresser la gouvernance mondiale – des partenaires tels que la Chine, le Japon, l'Inde, l'Afrique ou l'Amérique latine. Mais je pense que nous devons faire l'effort et réinvestir dans la gouvernance mondiale.

En outre, nous devons également nous pencher sur le commerce. Dans l'Union Européenne en particulier, nous avons besoin d'un nouveau consensus sur la politique commerciale. Ces dernières années, je pense que nous avons surchargé notre politique commerciale et que nos accords commerciaux sont de plus en plus des traités de base avec d'autres gouvernements, qui couvrent non seulement le commerce, mais aussi les normes en matière d'investissements, de main d'œuvre, de société et d'environnement. Or, ces traités sont très difficiles à négocier et à gérer en fin de compte. Nous devons repenser tout cela et impliquer la société et les citoyens dans ce processus. Récemment, le BDI a démarré une série de réunions publiques sur l'avenir de la politique commerciale et nous allons organiser des ateliers avec des détracteurs du TTIP et de la politique commerciale, pour tenter de trouver un nouveau consensus. Je pense que la même chose est nécessaire pour la protection des investissements. Nous avons eu une forte résistance en Europe contre la protection des investissements, de nombreux gouvernements annulent les traités de protection des investissements parce qu'ils les trouvent injustes. Il faut donc faire plus pour trouver un consensus à ce sujet. Je m'arrête ici et laisse à la discussion le soin d'approfondir ces différents thèmes.

**Nicolas BARRÉ**

Excellent.